

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

Un échec salutaire

Raymond Klein

Ces dix dernières années, l'OMC a été la bête noire des altermondialistes. Malgré les conséquences négatives de l'échec des négociations, il offre aussi l'occasion d'un nouveau départ.

Le 30 novembre 1999, des affrontements entre police et manifestants, la mythique « battle of Seattle », symbolisèrent l'échec des négociations du « Millennium Round » de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Cet événement a été perçu comme coup de départ du mouvement intellectuel et politique nommé « altermondialisme ». Presque neuf ans plus tard, les « alters » peuvent à nouveau crier victoire : si les négociations de la semaine passée à Genève, destinées à faire aboutir le « Doha round », n'ont pas été perturbées par des manifs, elles n'en ont pas moins échoué.

Dans les deux cas, la raison directe de l'échec n'est pas imputable aux critiques altermondialistes, mais aux conflits d'intérêts commerciaux et politiques entre certains pays. En 1999, de nombreux pays du Sud s'étaient insurgés contre les pourparlers en tête-à-tête et à huis clos entre l'Union européenne et les Etats-Unis. Cette fois-ci, les négociations ont buté sur la question de la protection, à titre exceptionnel, de la production agricole contre des importations massives. L'Inde avait exigé un mécanisme souple pour se protéger, alors que les Etats-Unis y voyaient la remise en question des libéralisations considérées comme acquises.

L'influence des positions altermondialistes a tout de même joué. Depuis le milieu des années 90, il y a une remise en question de la mondialisation néolibérale, non pas téléguidée par tel ou tel Etat en négociation, mais véritablement ancrée dans les sociétés civiles du Nord comme du Sud. Cette vision critique s'est depuis établie, et la crise alimentaire récente a été comme l'illustration du mot d'ordre d'Attac « Le monde n'est pas une marchandise ». A Genève, les appels d'acteurs non gouvernementaux ont sans aucun doute modéré l'ardeur de nombreux politiciens d'aboutir à un accord coûte que coûte.

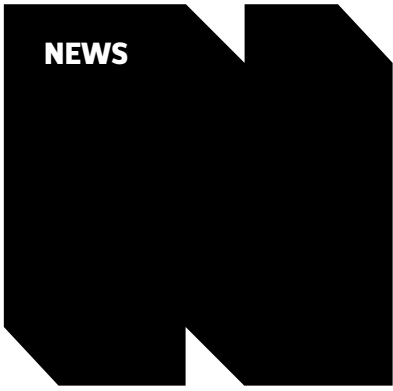
Cela dit, le positionnement des altermondialistes est devenu compliqué. Ainsi, les pays les plus pauvres, alliés naturels des critiques de l'OMC, placent souvent au premier plan l'accès aux marchés du Nord pour leur

production agricole. Or le modèle « on vous envoie nos produits manufacturés et vous nous envoyez du blé, du maïs et des bananes », s'il déplaît aux agriculteurs du Nord, arrange bien les affaires des multinationales. En ce sens, les « alters » se retrouvent plus proches des pays émergents : ceux-ci souhaitent un accès aux marchés de produits manufacturés du Nord, tout en protégeant leurs propres industries et services en cours de développement. Plus proches... tant qu'on ne parle pas de normes sociales et écologiques imposées lors de la production de marchandises devant circuler librement. Sur ces revendications, ce sont les pays du Nord qui sont les plus intéressés, puisque cela leur permettrait de se protéger indirectement contre les produits importés à bas prix.

Cependant, dans la mesure où l'OMC symbolise la mondialisation néolibérale, les « alters » ne peuvent que se réjouir de l'échec, probablement durable, des négociations. Certes, l'économie mondiale aurait besoin d'un signal fort pour ne pas sombrer dans la récession. Et il est vrai aussi que l'OMC est une des seules instances de régulation globales qui fonctionnent. Mais quel bien peut-on attendre d'une institution fondée sur l'idée que la main invisible du marché doit être le premier principe d'organisation de l'économie et de la société mondiale ? Faut-il espérer influencer les accords OMC à venir, afin d'y inclure des clauses sociales et écologiques - des points qui n'étaient même pas en débat à Genève ? Au contraire, un effacement de l'organisation offrirait la chance d'impliquer d'autres institutions internationales et de refonder les relations commerciales mondiales sous le signe du développement durable.



Bientôt en salle.



NEWS

Düdelinger Wasserturm: Alles wird gut irgendwann **S. 3**

Entwicklungszusammenarbeit: Ein Prozent im Visier **S. 3**

REGARDS

Stadtentwicklung: Auf der falschen Seite der Gleise **S. 4**

Justice turque: Ombres et lumières **p. 8**

Baskin Oran: „Hoffen auf die EU“ **S. 10**